

Renforcer la place économique suisse



Toni Bortoluzzi, conseiller national
Affoltern am Albis (ZH)

- Moins d'impôts,
de redevances et de taxes
- Oui à la responsabilité individuelle,
à l'innovation et à l'effort
- Non à une bureaucratie débordante
et à l'interventionnisme de l'Etat

SVP

UDC

**Qualité
suisse** 

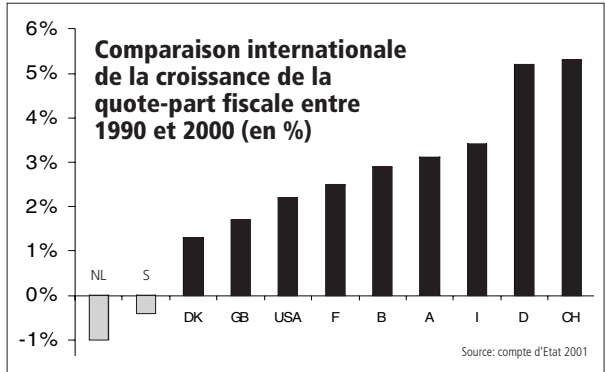
Union Démocratique du Centre
Brückfeldstrasse 18, Case postale
3000 Berne 26
tél 031 302 58 58 / fax 031 301 75 85
www.udc.ch / gs@svp.ch
PC - Konto 30-8828-5

Non à la hausse constante des impôts, redevances et taxes

Dans les années nonante, les dépenses publiques ont progressé presque deux fois plus vite que l'économie dans son ensemble. Par besoin financier, l'Etat multiplie les impôts et prélèvements obligatoires. Résultat : en Suisse, les charges ont augmenté à vitesse grand V par rapport à d'autres pays comparables.



Peter Spuhler,
conseiller national
Bussnang (TG)



Cette augmentation de la quote-part de l'Etat et de la quote-part fiscale a gravement affaibli la compétitivité internationale et la capacité d'innover de la Suisse. La dette de la Confédération atteint aujourd'hui le montant faramineux de 215 milliards de francs. Cette politique déficitaire menée par les pouvoirs publics freine la croissance économique. Cela ne peut pas continuer ainsi!

Il est plus urgent que jamais de baisser les impôts: d'une part, pour décharger l'économie et lui permettre de reprendre le chemin de la croissance et, d'autre part, pour contraindre l'Etat à la discipline budgétaire. Il s'agit en particulier d'accorder des allègements ciblés aux PME, épine dorsale de notre économie, puisqu'elles assurent sept emplois sur dix.

Non à l'adhésion de la Suisse à l'UE - Oui à la place financière suisse

Qui dit adhésion de la Suisse à l'UE dit : perte des droits démocratiques - hausse de la TVA jusqu'à 15% au moins - nuisance à la place économique suisse - versement de la rétribution annuelle de la Suisse à l'UE d'env. 3 à 4 milliards de francs. L'adhésion à l'UE provoquerait une augmentation massive de la quote-part de l'Etat et sonnerait le glas de la politique monétaire indépendante de la Suisse, de même que du secret protégeant les clients des banques. L'UDC demande donc que l'adhésion de la Suisse à l'UE soit catégoriquement refusée et invite le Conseil fédéral à retirer immédiatement cette demande.



Christoph Blocher,
conseiller national
Herrliberg (ZH)

Malgré la rude concurrence internationale dans la gestion de fortune, le secteur bancaire reste un des piliers de l'économie suisse. Dans aucun autre pays au monde, les banques occupent une place aussi importante qu'en Suisse. La part des banques à la valeur ajoutée est d'environ 15% dans le canton de Zurich, entre 13 et 14% dans la région lémanique et au Tessin (Londres: 13%, New York: 12%). Un secteur bancaire florissant est d'une importance cruciale pour l'économie, car les particuliers et les banques - et non pas l'Etat - doivent mettre du capital-risque sous forme de crédits à disposition des entreprises, notamment des PME.

L'UDC se bat pour un renforcement de la place économique et financière suisse. Seul un faible taux d'imposition empêche les capitaux de naviguer d'un pays à l'autre. L'UDC refuse donc le mode d'imposition de l'épargne demandé par l'UE. En devenant percepteur de l'UE, la Suisse se soumet à la souveraineté fiscale de l'Union européenne. Pour éviter cette situation, le secret protégeant les clients des banques doit être inscrit dans la Constitution fédérale.

Responsabilité individuelle et non sur-réglementation

L'économie a besoin de conditions-cadres libérales pour créer des emplois et garantir la prospérité. C'est ainsi uniquement qu'elle peut financer un filet social solide et une protection efficace de l'environnement.

Mettre en place des bonnes conditions-cadres pour sauvegarder une économie attrayante et compétitive sur le plan international, c'est avant tout baisser les impôts, redevances et taxes, élaguer la jungle législative, accélérer les procédures et laisser une grande marge de manœuvres aux entrepreneurs. La responsabilité des chefs d'entreprises, des PME notamment, doit être placée au premier rang. Basé sur cette responsabilité, le partenariat social suisse a assuré à notre pays stabilité et succès pendant des décennies.



J. Alexander Baumann,
conseiller national
Kreuzlingen (TG)

L'UDC combat la multiplication constante des lois et les débordements bureaucratiques de l'Etat. Le travail administratif imposé par l'Etat aux PME a presque doublé durant les dix dernières années (par exemple, réglementation des heures supplémentaires, travail statistique, dispositions sur la protection de l'environnement, etc.). Ces charges administratives doivent être réduites au strict minimum pour ne pas décourager la création de nouvelles entreprises.

La sauvegarde d'une économie performante est l'un des premiers objectifs de l'UDC. D'où la nécessité de réduire les excès bureaucratiques dans tous les domaines. L'UDC intervient à chaque occasion contre la croissance incontrôlée de l'appareil administratif et des dépenses publiques.

Qualité suisse et non produit de masse bon marché

Cela fait plusieurs années que l'économie suisse est affectée par une croissance inférieure à la moyenne internationale. Pour inverser cette tendance, il faut à nouveau récompenser le goût de l'effort. L'Etat n'a pas à accaparer systématiquement les fruits de l'effort individuel. Procédures plus rapides, limitation des moyens de recours et baisse des prélèvements obligatoires, voilà quelques-unes des conditions-cadres indispensables à la relance.



**Christian Speck,
conseiller national
Oberkulm (AG)**

99,7% des entreprises suisses occupent moins de 250 personnes. Ensemble, les PME génèrent sept emplois sur dix. Plus de 40% des entreprises suisses sont constitués d'une seule personne. Inversement, les 766 grandes sociétés suisses (0,3% de la totalité) emploient environ 30% de la main-d'œuvre globale.

La finesse et la stabilité de la structure économique suisse ont préservé notre pays d'un fort chômage comme celui qui sévit, par exemple, dans l'Union européenne. L'économie helvétique ne se fonde pas sur la production de masse, mais se nourrit d'un travail hautement qualifié et d'une main-d'œuvre bien formée. Pour s'imposer sur le marché international, l'économie suisse doit offrir des produits dont la qualité dépasse nettement celle des marchandises concurrentes. Exemple: le secteur touristique. Dans ce domaine, la Suisse n'est compétitive que si son offre et la qualité de ses services sont largement supérieures à la moyenne. Fortement dépendant du cours des changes, de la situation économique et des conditions météorologiques, le tourisme vit avant tout du label „Qualité suisse“.

La place économique et industrielle suisse est prospère quand elle se souvient des forces traditionnelles de notre pays: fiabilité, précision, ponctualité, savoir-faire hautement professionnel, stabilité politique et économique, intégrité des banques et entreprises. Voilà les valeurs sur lesquelles l'UDC veut miser avant tout.

Meilleures conditions-cadres pour les PME

Les chefs d'entreprise UDC s'engagent avec vigueur pour une baisse des impôts et des prélèvements obligatoires ainsi que pour des finances publiques équilibrées. Ils combattent les interventions sans cesse plus nombreuses de l'Etat. Pour renforcer la place économique et industrielle suisse et pour encourager les investissements et innovations des entreprises, l'UDC formule notamment les exigences suivantes:



Hansruedi Wandfluh,
conseiller national
Frutigen (BE)

- diminuer de moitié l'imposition des bénéfices réinvestis dans l'entreprise;
- réduire les taxes, redevances et impôts en cas de liquidation d'une entreprise ou de succession; l'impôt sur les successions et les donations doit être supprimé;
- doubler le chiffre d'affaires exonéré de la TVA;
- réduire le nombre de contraintes et de réglementations, notamment pour les PME;
- alléger substantiellement le travail administratif imposé aux PME;
- baisser sensiblement l'impôt sur le bénéfice des entreprises;
- supprimer la double imposition des actionnaires et du bénéfice reversé par les entreprises;
- ne pas augmenter les prélèvements sur les salaires en faveur des œuvres sociales;
- simplifier la procédure d'amortissement pour les petits investissements et supprimer la révision obligatoire pour les très petites entreprises;
- supprimer le droit de recours des associations.